

L'an deux mille quinze et le douze octobre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 12 OCTOBRE 2015

Date de convocation : 6 octobre 2015

Affiché le : 14 octobre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 51

Nombre de votants : 61

Nombre d'absents excusés : 2

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : absent excusé Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE - Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : pouvoir Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO a donné pouvoir à Guy REY - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Yvette GUIOU a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU - Julien AUBERT a donné pouvoir à Anne-Marie BARDET - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Louis BONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE - Jean-Alain MAZAS a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Eric UGHETTO.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine TRAMIER

Délibération n°149-15

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Modification du tableau des effectifs

Conseil de Communauté de la CoVe du 12 octobre 2015

Délibération n°149-15

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Modification du tableau des effectifs

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°155-10 13 décembre 2010 portant dispositif de gestion des temps de travail, ainsi que ses avenants n°21-11 du 18 avril 2011 et n°92-13 du 24 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Considérant que l'absence d'agents, pour des motifs autres que ceux expressément prévus par l'article 3-1 de la loi 84-53, compromet la continuité du service ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à quatre agents non titulaires de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que, comme suite à des départs à la retraite ou changements d'affectation d'agents, des postes restent temporairement vacants, dans l'attente du recrutement de fonctionnaires ; que cette situation compromet la continuité du service ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à huit agents non titulaires de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que pour renforcer, notamment pour des raisons de sécurité, une équipe de collecte, il convient, dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire, d'autoriser le recours à un agent non titulaire de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que pour faire face au développement progressif de la collecte en porte à porte, il convient, à titre expérimental d'organiser une tournée supplémentaire ;

Considérant qu'afin de faire face à ce besoin il convient d'autoriser le recours à trois agents non titulaires de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité ;

Considérant que l'article 3-1 de la loi 84-53 stipule que les contrats établis sur son fondement sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer,

Considérant que cette mesure ne permet pas de répondre rapidement aux besoins de la cellule collecte des déchets, confrontée de manière récurrente à de petites périodes d'absences pour maladie qui compromettent la continuité du service, il convient d'autoriser le recours à un agent non titulaire de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que pour satisfaire aux besoins du service et donner une opportunité à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, il est opportun de recourir à deux contrats de droit privé (C.A.E ou emplois d'avenir) pour assurer les fonctions d'Assistant Petite enfance en structure multi-accueil

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le recours à dix-sept contrats pour accroissement temporaire d'activité, conclus pour une durée maximale de 12 mois dans le grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe.

Article 2 : D'AUTORISER, pour assurer les fonctions d'Assistant Petite enfance, le recours à deux contrats à durée déterminée de droit privé (soit des emplois d'avenir d'une durée maximale de 3 ans, non renouvelable, soit des C.A.E d'une durée maximale de 1 an, renouvelable une fois).

Article 2-1 : DE FIXER la rémunération au niveau du SMIC.

Article 2-2 : D'AUTORISER le Président de la CoVe à signer les conventions, documents d'engagement et de suivi, ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces deux contrats.

Transmis en Préfecture le : 14 OCT. 2015

Publication par affichage le : 14 OCT. 2015

Exécutoire le : 14 OCT. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.